

# Les lois de bioéthique

Elles ont été promulguées en 1994, revues en 2004 et en 2011.

## 1) Les institutions que comporte les lois de bioéthique :

- le CCNE
- les espaces de réflexions éthiques
- l'agence de la biomédecine : c'est un établissement **public administratif de l'état**. Il est placé sous la tutelle du ministre de la santé.

## 2) Les grands principes des lois de bioéthique concernant le respect du corps humain :

1. **La loi interdit toute atteinte à la dignité de la personne et garantit le respect de l'être humain dès le début de la vie.**
2. **Le corps humain est inviolable.**
3. **Le corps humain, ses éléments et ses produits, ne peuvent pas faire l'objet d'un droit patrimonial.** *Ce qui veut dire qu'aucune rémunération ne peut être alloué à celui qui se prête à une expérimentation sur sa personne, au prélèvement d'éléments de son corps, à la collecte de produits de celui ci. On peut pas se vendre^^*
4. **Il ne peut être porté atteinte à l'intégrité du corps humain qu'en cas de nécessité médicale pour la personne.**
5. Le **consentement de l'intéressé doit être recueilli préalablement à toute intervention**, ceci ne s'applique pas dans les cas où l'état du patient rend nécessaire une intervention thérapeutique à laquelle il n'est pas en mesure de consentir.
6. **Toute pratique eugénique tendant à l'organisation de la sélection des personnes est interdite. Aucune transformation ne peut être apportée au caractère génétique dans le but de modifier la descendance de la personne** (ex : on a pas le droit de choisir la couleur des yeux de nos enfants)

7. **Principe d'anonymat** : aucune information, permettant d'identifier celui qui a fait don d'un élément ou d'un produit de son corps et celui qui l'a reçu, ne peut être divulguée.
8. **Non brevetabilité de l'être humain** : pour tout ce qui concerne une découverte sur l'être humain que ce soit un gène ou autre, on ne peut pas déposer de brevet dans un domaine de découverte sur l'être humain.

## 3) Examens des caractéristiques génétiques et de l'identification par empreintes génétiques d'une personne :

L'examen des caractéristiques génétiques d'une personne ne peut être entrepris **que dans un cadre de procédure judiciaire, cadre médical ou cadre de recherche scientifique.**

Mais dans tout les cas, **il faut toujours le consentement de la personne** que l'on va étudier. Ce consentement doit être **expresse, par écrit** et la personne doit donner son consentement après qu'elle ait été parfaitement informée sur la nature de l'examen qu'on va lui faire et sur la finalité.

## 4) Principes généraux applicables au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain :

- Le prélèvement d'éléments du corps humain et la collecte de ces produits **ne peuvent se pratiquer que si le donneur a au préalable donné son consentement.**
- C'est **gratuit**, aucun paiement ne sera alloué à un donneur.
- **Persiste la notion d'anonymat**, le donneur ne peut pas connaître l'identité du receveur et vice versa. **On ne peut déroger à ce principe qu'en cas de nécessité thérapeutique.**
- Les **prélèvements d'éléments du corps humain et la collecte de produits du corps humain à des fins thérapeutiques sont soumis à des règles de sécurité sanitaire.**
- La **publicité est interdite.**

## 5) Le cas particulier des organes prélevés sur personne VIVANTE :

Le prélèvement d'organes sur une **personne vivante**, qui en fait le don, ne peut être effectué que dans **l'intérêt thérapeutique direct d'un receveur**.

Le donneur doit avoir la qualité de :

- **père ou mère** du receveur
- **par dérogation et sans conditions d'urgence** : d'autres proches (le **conjoint**, la **fratrie**, les **enfants**, les **grands parents**, les **oncles/tantes**, **cousins**, le **conjoint du père ou de la mère** ou **tout personne ayant un lien affectif étroit et stable**).

⇒ **Aucun prélèvement d'organes en vue de don ne peut avoir lieu sur une personne vivante mineure, ni sur une personne vivante majeure handicapée.**

## 6) En ce qui concerne le prélèvement d'organes sur personne DECEDÉE :

- Ils ne peuvent être **effectués que dans des établissements de santé autorisés à cet effet par l'autorité administrative**.
- Les prélèvements sur personnes décédées ne peuvent être effectués **qu'à des fins thérapeutiques (de greffes) ou scientifiques** (*rechercher les causes de la mort de la personne ou faire de l'expérimentation*)
- Ces **prélèvements sont réalisés après que la mort a été dument constatée**.
- Ils se font avec la **règle du CONSENTEMENT PRESUME**, ce qui veut dire que si la personne n'a pas fait connaître de son vivant son refus d'un tel prélèvement, et qu'elle ne s'est pas inscrite sur le registre national automatisé des refus, on considère qu'elle était d'accord (*qui ne dit mot consent*)